COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Rapport semestriel

États financiers intermédiaires résumés

au 30 juin 2016

(Non audités)

www.coebank.org

SOMMAIRE

Commentaires sur les résultats financiers au 30 juin 2016 (non audités) **2**

ÉTATS FINANCIERS **3**

Objectifs de la Banque **3**
Secteurs d'intervention **3**
Bilan **4**
Compte de résultat **5**
État du résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres **6**
État de variations des capitaux propres **6**
Tableau des flux de trésorerie **7**

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS **8**

Note A - Résumé des principes comptables appliqués par la Banque (CEB) **8**
Note B - Ratios **9**
Note C - Actifs et passifs financiers **11**
Note D - Créances sur les établissements de crédit et la clientèle **12**
Note E - Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle et dettes représentées par un titre **14**
Note F - Capital **15**
Note G - Marge d'intérêts **16**

Commentaires sur les résultats financiers au 30 juin 2016 (non audités)

Dans un contexte économique difficile, marqué par des taux d'intérêts historiquement bas et une instabilité des marchés, la CEB a réalisé ses objectifs d'activité et a affiché une performance financière satisfaisante à fin juin 2016, s'acquittant avec efficacité de son mandat social en Europe.

Au cours du premier semestre de 2016, les montants des projets approuvés (€ 2,9 milliards) et des prêts décaissés (€ 799,2 millions) ont été conformes aux objectifs définis dans le Plan de développement 2014-2016. Le stock des projets approuvés en attente de financement s'est élevé à € 6,6 milliards au 30 juin 2016 (31 décembre 2015 : € 4,7 milliards), dont 54,1% en faveur des pays cibles d'Europe centrale, orientale et du Sud Est. L'encours de prêts a légèrement augmenté à € 13,2 milliards au 30 juin 2016 comparé à € 13,1 milliards à fin de l'année 2015.

Ajustés dans le cadre de la nouvelle politique financière et des risques approuvée par le Conseil d'administration en juin 2016, les ratios prudentiels de la Banque sont restés dans leurs limites respectives.

Au cours du premier semestre 2016, la Banque a émis des emprunts obligataires pour un montant nominal de € 2,6 milliards. L'encours des emprunts obligataires, en support aux opérations de la Banque, est passé de € 18,6 milliards au 31 décembre 2015 à € 19,6 milliards au 30 juin 2016, notamment due aux nouvelles émissions de cette période.

Le résultat net (non audité) au 30 juin 2016 s'est élevé à € 46,9 millions, soit une baisse de € 14,0 millions (23,0%) par rapport à la même période en 2015. Cette évolution est principalement due à l'impact négatif de la valeur des instruments financiers à la juste valeur par résultat (€ 9,9 millions), à la baisse de la marge d'intérêts (€ 4,5 million) et à la diminution des charges générales d'exploitation (€ 0,4 million).

Au 30 juin 2016 les capitaux propres se sont établis à € 2,8 milliards, en hausse de € 0,1 milliard par rapport à la fin de l'année 2015 (€ 2,7 milliards). Les fonds propres (capitaux propres plus capital non-appelé) se sont élevés à € 7 621,7 millions contre € 7 571,3 millions au 31 décembre 2015.

En millions d'euros

	30/06/2016 (*)	**30/06/2015** (*)	**31/12/2015**
Projets approuvés	2 869	1 668	2 301
Stock de projets	6 599	5 465	4 720
Prêts décaissés	799	686	1 842
Encours de prêts	13 243	12 736	13 072
Emprunts obligataires émis	2 635	2 245	3 077
Encours de la dette représentée par un titre	20 167	20 326	18 641
Résultat net	47	61	127
Capitaux propres	2 762	2 653	2 711
Fonds propres	7 622	7 513	7 571
Total de l'actif	26 851	26 825	25 116

(*) Non audité

ÉTATS FINANCIERS

Objectifs de la Banque

« La Banque a pour objectif prioritaire d'aider à résoudre les problèmes sociaux que pose ou peut poser aux pays européens la présence de réfugiés, de personnes déplacées ou de migrants résultant de mouvements de réfugiés ou d'autres mouvements forcés de populations ainsi que de la présence de victimes de catastrophes naturelles ou écologiques.

Les projets d'investissement auxquels concourt la Banque peuvent viser soit à aider ces personnes dans le pays où elles se trouvent, soit à leur permettre de retourner dans leur pays d'origine lorsque les conditions d'un tel retour sont réunies, soit, le cas échéant, à s'installer dans un autre pays d'accueil. Ces projets doivent être agréés par un Membre de la Banque.

La Banque peut également concourir à la réalisation de projets d'investissement, agréés par un Membre de la Banque permettant la création d'emplois dans des régions défavorisées, le logement de populations à bas revenus ou la réalisation d'infrastructures sociales ».

(Statut, Article II).

Secteurs d'intervention

La Banque (CEB) concourt à la réalisation de projets d'investissement à caractère social en faveur de la cohésion sociale en Europe à travers quatre lignes d'actions sectorielles, à savoir le renforcement de l'intégration sociale, la gestion de l'environnement, le soutien aux infrastructures publiques à vocation sociale et le soutien aux Micros, Petites et Moyennes Entreprises.

Ses interventions obéissent à des critères d'éligibilité spécifiques à chaque ligne d'action sectorielle, traduisant à la fois la vocation sociale spécifique de la CEB et la logique de développement qui sous-tend l'ensemble de son activité.

Conformément à la Résolution du Conseil d'administration 1562 (2013), chacune de ces quatre lignes est composée des secteurs d'interventions suivants :

- Renforcement de l'intégration sociale

Contribuer au renforcement de l'intégration sociale et s'attaquer ainsi aux racines de l'exclusion signifie, sur le plan opérationnel, agir en faveur des réfugiés, migrants et personnes déplacées, du logement social et améliorer la qualité de vie en milieu urbain et rural.

- Gestion de l'environnement

Prendre part à la gestion de l'environnement se traduit à la fois par la réponse systématique aux situations d'urgence, en cas de catastrophes naturelles ou écologiques, et par une action durable au service de la prévention, de la protection de l'environnement ou de la sauvegarde du patrimoine historique et culturel.

- Soutien aux infrastructures publiques à vocation sociale

Le soutien aux infrastructures publiques à vocation sociale, dans les domaines clés de la santé, de l'éducation, de la formation professionnelle et des services publics administratifs et judiciaires, favorise à terme une croissance économique et sociale, à la fois plus dynamique et plus équitable, au service de l'épanouissement de l'individu et du bien-être collectif.

- Soutien aux Micros, Petites et Moyennes Entreprises (MPME)

La CEB finance les micros, petites et moyennes entreprises dans le but essentiel de promouvoir la création et le maintien d'emplois viables en facilitant l'accès au crédit. Ces prêts s'adressent aussi à des entités exerçant une activité artisanale ou des entreprises familiales engagées dans une activité économique régulière.

Bilan

Au 30 juin 2016 (non audité) et au 31 décembre 2015 (audité)

En milliers d'euros

	Notes	30/06/2016	31/12/2015
Actif			
Caisse, avoirs auprès des banques centrales		438 458	476 467
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		1 222 443	1 743 238
Instruments dérivés de couverture		1 154 683	893 898
Actifs financiers disponibles à la vente		3 317 367	3 571 468
Créances sur les établissements de crédit et la clientèle			
Prêts	D	13 732 156	13 415 871
Autres créances	D	4 276 709	2 293 859
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		2 656 695	2 669 603
Immobilisations corporelles et incorporelles		46 743	46 498
Comptes de régularisation et actifs divers		6 060	5 523
Total de l'actif		**26 851 314**	**25 116 425**
Passif			
Dettes			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		217 598	123 236
Instruments dérivés de couverture		662 563	546 063
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	E	197 751	229 831
Dettes représentées par un titre	E	21 354 689	19 530 246
Comptes de régularisation et passifs divers		1 365 874	1 688 395
Compte de dividendes sociaux		65 054	60 610
Provisions		225 840	226 548
Total dettes		**24 089 369**	**22 404 929**
Capitaux propres			
Capital	F		
Souscrit		5 472 219	5 472 219
Non appelé		(4 859 802)	(4 859 802)
Appelé		612 417	612 417
Réserve générale		2 149 595	2 029 558
Résultat net		46 857	127 037
Total capital, réserve générale et résultat net		**2 808 869**	**2 769 012**
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(46 924)	(57 516)
Total capitaux propres		**2 761 945**	**2 711 496**
Total du passif		**26 851 314**	**25 116 425**

Compte de résultat

Du premier semestre 2016 (non audité) et du premier semestre 2015 (non audité)

En milliers d'euros

	Notes	2016	2015
Intérêts et produits assimilés			
Actifs financiers disponibles à la vente		1 675	6 628
Créances sur les établissements de crédit et la clientèle		23 035	38 950
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		43 325	46 661
Intérêts et charges assimilées			
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle		2 236	(67)
Dettes représentées par un titre		11 936	(5 886)
Autres intérêts et charges assimilées		(2 247)	(1 782)
Marge d'intérêts	G	**79 960**	**84 504**
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		(9 392)	553
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente		25	24
Commissions (produits)		532	577
Commissions (charges)		(782)	(891)
Produit net bancaire		**70 343**	**84 767**
Charges générales d'exploitation		(22 191)	(22 510)
Dotations aux amortissements sur immobilisations		(1 295)	(1 397)
Résultat brut d'exploitation		**46 857**	**60 860**
Coût du risque			
Résultat net		**46 857**	**60 860**

État du résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Du premier semestre 2016 (non audité) et du premier semestre 2015 (non audité)

En milliers d'euros

	2016	2015
Résultat net	**46 857**	**60 860**
Éléments pouvant être rapportés au compte de résultat	**2 066**	**17 556**
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	2 066	17 556
Éléments ne pouvant être rapportés au compte de résultat	**8 526**	**29 183**
Variations des écarts actuariels liés au régime de pension	(2 681)	23 953
Variations des écarts actuariels liés aux autres avantages postérieurs à l'emploi	11 207	5 230
Total des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**10 592**	**46 739**
Résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**57 449**	**107 599**

État de variations des capitaux propres

Relatif au premier semestre 2016 (non audité) et au premier semestre 2015 (non audité)

En milliers d'euros

	Capital et réserves			Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
	Capital appelé	Réserves et résultat	Total	Actifs financiers disponibles à la vente	Écarts actuariels	Total	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2014	**612 417**	**2 029 558**	**2 641 975**	**18 145**	**(114 646)**	**(96 501)**	**2 545 474**
Résultat net		60 860	60 860				60 860
Variations de valeur des actifs et des passifs comptabilisées directement en capitaux propres				17 556	29 183	46 739	46 739
Capitaux propres au 30 juin 2015	**612 417**	**2 090 418**	**2 702 835**	**35 701**	**(85 463)**	**(49 762)**	**2 653 073**
Résultat net		66 177	66 177				66 177
Variations de valeur des actifs et des passifs comptabilisées directement en capitaux propres				(7 193)	(561)	(7 754)	(7 754)
Capitaux propres au 31 décembre 2015	**612 417**	**2 156 595**	**2 769 012**	**28 508**	**(86 024)**	**(57 516)**	**2 711 496**
Affectation du résultat de l'exercice 2015		(7 000)	(7 000)				(7 000)
Résultat net		46 857	46 857				46 857
Variations de valeur des actifs et des passifs comptabilisées directement en capitaux propres				2 066	8 526	10 592	10 592
Capitaux propres au 30 juin 2016	**612 417**	**2 196 452**	**2 808 869**	**30 574**	**(77 498)**	**(46 924)**	**2 761 945**

Tableau des flux de trésorerie

Relatif au premier semestre 2016 (non audité) et au premier semestre 2015 (non audité)

En milliers d'euros

		2016	2015
	Résultat net	**46 857**	**60 860**
+/-	Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	1 295	1 397
+/-	Perte nette/gain net des activités d'investissement	8 541	9 603
+/-	Variation des intérêts à recevoir	(3 657)	26 049
+/-	Variation des intérêts à payer	3 314	(25 934)
+/-	Autres mouvements non monétaires	15 744	5 907
	Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat	**25 238**	**17 022**
+	Encaissements liés aux opérations avec les établissements de crédit et avec la clientèle	591 209	576 973
-	Décaissements liés aux opérations avec les établissements de crédit et avec la clientèle	(2 421 423)	(2 458 455)
+	Encaissements liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	2 577 163	3 180 154
-	Décaissements liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(2 348 835)	(1 249 608)
+/-	Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(5 116)	(476)
	Flux net des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	**(1 607 000)**	**48 588**
	Total flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (a)	**(1 534 906)**	**126 470**
+	Encaissements liés aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	9 067	100 000
-	Décaissements liés aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		(59 119)
+/-	Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(1 540)	(1 810)
	Total flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (b)	**7 527**	**39 071**
+/-	Flux de trésorerie provenant de ou à destination des États membres	5 337	(1 205)
+	Encaissements liés aux émissions de dettes représentées par un titre	4 421 155	3 653 293
-	Décaissements liés aux remboursements de dettes représentées par un titre	(2 544 170)	(3 818 486)
	Total flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (c)	**1 882 322**	**(166 399)**
	Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie (d)	**15**	**1 207**
	Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (a)+(b)+(c)+(d)	**354 958**	**349**
	Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	**2 770 643**	**2 503 066**
	Caisse, avoirs auprès des banques centrales	476 467	203 897
	Dépôts à vue et à terme auprès des établissements de crédit	2 294 177	2 299 169
	Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	**3 125 601**	**2 503 415**
	Caisse, avoirs auprès des banques centrales	438 458	373 763
	Dépôts à vue et à terme auprès des établissements de crédit	2 687 143	2 129 652
	Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	**354 958**	**349**

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS

Note A - Résumé des principes comptables appliqués par la Banque (CEB)

1. Normes comptables applicables

Les comptes individuels de la Banque sont établis conformément aux normes comptables internationales (*International Financial Reporting Standards* - IFRS) telles qu'elles sont adoptées au sein de l'Union européenne. A ce titre, certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture sont exclues et certains textes récents ne font pas encore l'objet d'une procédure d'adoption.

Le contenu de la présente publication est conforme à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire qui permet la publication de comptes semestriels résumés.

L'entrée en vigueur des autres normes d'application obligatoire à partir du 1er janvier 2016 n'a pas eu d'effet sur les comptes semestriels résumés au 30 juin 2016.

La CEB n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne lorsque l'application en 2016 n'est qu'optionnelle.

Les états financiers semestriels sont non audités.

Cette information financière intermédiaire doit être lue conjointement avec les états financiers établis au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2015 (disponible sur le site internet de la Banque www.coebank.org).

Les résultats semestriels présentés ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats de l'exercice concerné.

Note B - Ratios

La CEB, en tant que banque multilatérale de développement (BMD), n'est pas soumise aux règlementations de ses pays membres. Toutefois, elle considère les directives sur la règlementation bancaire de l'Union européenne ainsi que les recommandations du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (BCBS - *Basel Committee on Banking Supervision*) comme référence pour son dispositif de gestion des risques.

Dans le cadre de la revue récente de la politique financière et des risques approuvée par le Conseil d'administration le 17 juin 2016 (résolution CA 1581 (2016)), les ratios du cadre prudentiel ont été ajustés. Les principaux changements portent sur le risque de taux d'intérêt en adoptant une approche bilancielle, le risque de liquidité avec une approche par la courbe de liquidité et le risque de crédit, prenant dorénavant la notation interne comme référence pour l'activité de trésorerie.

Les ratios du cadre prudentiel de la Banque sont présentés ci-dessous :

Cadre prudentiel	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015	Limite
Capitaux propres				
Emploi des capitaux propres	26,4%	24,5%	26,3%	> 10,5%
Gearing	1,73	1,69	1,71	< 2,5
Effet de levier				
Endettement	6,86	6,97	6,17	< 10[(1)]
Actifs de trésorerie	3,28	3,42	2,61	< 4[(2)]
Liquidité				
Liquidité à court terme (1 an)	141,7%	141,3%	137,7%	> 100%
Période d'autosuffisance	20	-	8[(3)]	> 6 mois
Risque de crédit sur opérations de marché				
Notation de crédit interne minimale	> 7,0	> 7,0[(3)]	> 7,0[(3)]	> 7,0
Risque de taux d'intérêt				
Sensibilité de la valeur économique	- € 9,7 M	- € 5,2 M[(3)]	- € 3,3 M[(3)]	+/- € 15,0 M
Risque de change				
Position nette ouverte en devise	< € 1,0 M	< € 1,0 M[(3)]	< € 1,0 M[(3)]	< € 1,0 M
Autres				
Coefficient d'exploitation (ajusté) [(4)]	29,1%	28,0%	28,5%	

(1) *< 12 pour les chiffres de 2015 (avant entrée en vigueur de la nouvelle politique financière et des risques)*

(2) *< 6 pour les chiffres de 2015 (avant entrée en vigueur de la nouvelle politique financière et des risques)*

(3) *Chiffres estimés à titre de comparaison*

(4) *Le coefficient d'exploitation ajusté est égal au montant des charges générales d'exploitation (y compris les dotations nettes aux amortissements sur les immobilisations) divisé par le produit net bancaire. Il s'établit en excluant des gains-pertes non-réalisés sans incidence économique, en soldant des revenus de recouvrement de coûts provenant d'activités fiduciaires avec les charges générales d'exploitation, et en excluant d'autres effets techniques et/ou non-récurrents dans les comptes de la CEB.*

Ratio d'emploi des capitaux propres (CAR), selon l'approche standardisée, mesure les capitaux propres prudentiels de la CEB (E_p)[1] exprimée en pourcentage du total de ses actifs pondérés des risques (RWA) [2]. Le ratio d'emploi des capitaux propres s'est élevé à 26,4% au 30 juin 2016, en légère hausse par rapport à 26,3% au 31 décembre 2015 en raison de l'augmentation des capitaux propres prudentiels de la CEB plus importante que celle des actifs pondérés des risques.

Le ratio "gearing" compare l'encours de prêts (après swap et garanties) aux fonds propres[3] et définit un plafond en termes de volume (au lieu d'un plafond de risque de crédit) pour les activités de prêts de la CEB, permettant ainsi la comparabilité avec d'autres Institutions Financières Internationales. La limite est fixée à 2,5 (deux fois et demie les fonds propres), soit € 19,2 milliards. Le ratio s'est établi à 1,73 au 30 juin 2016, en légère augmentation comparé à 1,71 à fin décembre 2015 en raison d'une hausse de l'encours de prêts plus importante que le renforcement des fonds propres de la CEB.

Les **ratios prudentiels d'endettement, des actifs de trésorerie et de liquidité à court terme** sont bien restés dans leurs limites respectives. Les variations (hausse ou baisse) ne reflètent que l'évolution des activités de la Banque (la trésorerie, les prêts et la dette). Dans le cadre de la nouvelle politique financière et des risques, les limites fixées pour les ratios d'endettement et des actifs de trésorerie ont été ajustées de <12 à <10 et de <6 à <4, respectivement.

La nouvelle politique financière et des risques a incorporé des ratios et indicateurs supplémentaires qui ont également respecté leurs limites au 30 juin 2016. La **période d'autosuffisance** mesure la période pendant laquelle la Banque est en mesure de couvrir ses besoins planifiés de trésorerie nettes sans avoir à se refinancer ou à céder/mettre en pension des actifs. Le ratio a atteint 20 mois au 30 juin 2016 et s'est situé ainsi bien au-delà de son seuil de 6 mois.

La **notation de crédit interne minimale** définit la notation minimale à la date d'achat requise pour les transactions avec des émetteurs, débiteurs et contreparties de la Banque. La notation de crédit interne minimale de la Banque pour les investissements à court terme est fixée à ≥ 7,0 (A-)[4] et pour les investissements à long terme à ≥ 8,0 (A+).

A la fin du premier semestre 2016, aucune contrepartie/transaction n'a été notée en-dessous du seuil défini à la date d'achat.

La **sensibilité de la valeur économique** mesure la variation de la valeur économique de la Banque, y compris des fonds propres (risque de marché (RM))[5], sous l'effet d'un choque de +10 points de base sur les taux d'intérêt. Sa valeur absolue est fixée à < 0,5% des fonds propres (RM), soit € 15 millions.

A la fin du premier semestre 2016, la sensibilité de la valeur économique s'est élevée à moins € 9,7 millions, bien en-dessous de son plafond fixé.

La **position nette ouverte en devises**[6] mesure le montant total des postes de l'actif diminué du montant total des postes du passif libellés en devises étrangères, au bilan et hors-bilan. Sa valeur absolue est fixée à < € 1 million pour chaque devise.

A la fin du premier semestre 2016, la position nette ouverte en devises pour chaque devise a été inférieure à € 1 million, bien en-dessous de la limite fixée.

---

1 Capitaux propres prudentiels (E_p): capital versé, réserves et résultat net

2 Actifs pondérés des risques sont les actifs de la Banque ou les expositions hors bilan, pondérés selon le risque. Les actifs sont pondérés d'après leur notation du crédit externe ou par des modèles internes de la Banque.

3 Fonds propres de la CEB: capital souscrit, réserves et résultat net

4 Pour les échéances inférieures à trois mois, la notation de crédit interne minimale peut être de 6,0 (BBB) pour les obligations souveraines et de 6,5 (BBB+) pour les dépôts à court terme

5 Fonds propres (RM – risque de marché): capital versé, réserves, résultat net, montant du Compte de dividendes sociaux et provisions pour avantages postérieurs à l'emploi

6 À la fin du mois

Note C - Actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont présentés dans le tableau ci-dessous selon leurs règles d'évaluations comptables respectives.

Les conditions de décaissement des prêts sont équivalentes à celles pratiquées par d'autres institutions financières intervenant sur le marché des banques supranationales. En raison de son statut de créancier privilégié, la Banque ne cède pas ce type de créance.

En milliers d'euros

30 juin 2016	À la juste valeur par résultat	À la juste valeur par capitaux propres	Au coût amorti	Valeur comptable
Actif				
Caisse, avoirs auprès des banques centrales			438 458	438 458
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 222 443			1 222 443
Instruments dérivés de couverture	1 154 683			1 154 683
Actifs financiers disponibles à la vente		3 317 367		3 317 367
Créances sur les établissements de crédit et la clientèle			18 008 865	18 008 865
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			2 656 695	2 656 695
Total de l'actif financier	**2 377 126**	**3 317 367**	**21 104 018**	**26 798 511**
Passif				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	217 598			217 598
Instruments dérivés de couverture	662 563			662 563
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle			197 751	197 751
Dettes représentées par un titre			21 354 689	21 354 689
Compte de dividendes sociaux			65 054	65 054
Total du passif financier	**880 161**		**21 617 494**	**22 497 655**

En milliers d'euros

31 décembre 2015	À la juste valeur par résultat	À la juste valeur par capitaux propres	Au coût amorti	Valeur comptable
Actif				
Caisse, avoirs auprès des banques centrales			476 467	476 467
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 743 238			1 743 238
Instruments dérivés de couverture	893 898			893 898
Actifs financiers disponibles à la vente		3 571 468		3 571 468
Créances sur les établissements de crédit et la clientèle			15 709 730	15 709 730
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			2 669 603	2 669 603
Total de l'actif financier	**2 637 136**	**3 571 468**	**18 855 800**	**25 064 404**
Passif				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	123 236			123 236
Instruments dérivés de couverture	546 063			546 063
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle			229 831	229 831
Dettes représentées par un titre			19 530 246	19 530 246
Compte de dividendes sociaux			60 610	60 610
Total du passif financier	**669 299**		**19 820 687**	**20 489 986**

Note D - Créances sur les établissements de crédit et la clientèle

Ce poste recouvre les prêts consentis aux établissements de crédit et à la clientèle ainsi que les dépôts effectués auprès des établissements de crédit.

En milliers d'euros

Répartition des prêts par catégorie d'emprunteurs	30/06/2016	31/12/2015
Prêts consentis aux établissements de crédit		
Encours	7 685 579	7 701 898
Créances rattachées	16 379	17 606
Échéances impayées	1 480	1 479
Dépréciation des prêts aux établissements de crédit (*)	(1 880)	(1 879)
Sous-total	**7 701 558**	**7 719 104**
Prêts consentis à la clientèle		
Encours	5 557 443	5 369 818
Créances rattachées	23 550	20 847
Sous-total	**5 580 993**	**5 390 665**
Ajustement de la valeur des prêts couverts par des instruments dérivés	449 605	306 102
Total des prêts consentis	**13 732 156**	**13 415 871**
Autres créances		
Comptes à vue	220 597	222 502
Dépôts à terme	4 056 693	2 071 674
Sous-total	**4 277 290**	**2 294 176**
Créances rattachées	(581)	(317)
Total des autres créances	**4 276 709**	**2 293 859**

(*) L'évolution de ce solde concerne les intérêts courus d'une créance dépréciée

La répartition de l'encours des prêts par pays de localisation de l'emprunteur, est présentée dans le tableau ci-après.

En milliers d'euros

Répartition par pays de localisation de l'emprunteur	30/06/2016	%	31/12/2015	%
Pologne	1 800 996	13,60	1 893 940	14,49
Espagne	1 723 299	13,01	1 635 056	12,51
Turquie	1 388 323	10,48	1 298 483	9,93
France	1 259 627	9,51	1 269 594	9,71
Hongrie	887 931	6,70	916 760	7,01
Roumanie	868 482	6,56	860 410	6,58
Belgique	867 379	6,55	883 266	6,76
République slovaque	592 576	4,47	315 517	2,41
Chypre	569 452	4,30	577 328	4,42
Allemagne	547 264	4,13	601 700	4,60
République tchèque	302 222	2,28	285 134	2,18
Croatie	293 731	2,22	287 436	2,20
Finlande	292 167	2,21	308 292	2,36
Italie	278 996	2,11	311 727	2,38
Portugal	214 250	1,62	213 250	1,63
Danemark	173 333	1,31	173 333	1,33
Islande	166 654	1,26	176 266	1,35
Lituanie	163 774	1,24	164 488	1,26
Irlande	124 337	0,94	124 996	0,96
Serbie	114 666	0,87	101 480	0,78
Albanie	101 756	0,77	103 492	0,79
Slovénie	90 733	0,69	93 949	0,72
"l'ex-République yougoslave de Macédoine"	84 749	0,64	76 280	0,58
Bulgarie	71 278	0,54	106 850	0,82
Bosnie-Herzégovine	65 682	0,50	67 643	0,52
Suède	56 200	0,42	56 200	0,43
Lettonie	44 747	0,34	59 340	0,45
Moldova (République de)	24 268	0,18	24 709	0,19
Géorgie	21 553	0,16	21 979	0,17
Malte	20 200	0,15	27 750	0,21
Estonie	17 417	0,13	20 239	0,15
Monténégro	14 979	0,11	14 829	0,11
Total	**13 243 022**	**100,00**	**13 071 716**	**100,00**

Note E - Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle et dettes représentées par un titre

En milliers d'euros

	30/06/2016	31/12/2015
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle		
Comptes rémunérés	97 751	129 812
Emprunts et comptes à terme	100 000	100 000
Dettes rattachées		19
Total	**197 751**	**229 831**
Dettes représentées par un titre		
Emprunts obligataires	19 574 108	18 641 206
Euro Commercial Paper	593 383	
Dettes rattachées	250 019	241 448
Ajustement de la valeur des dettes représentées par un titre couvertes par des instruments dérivés	937 179	647 592
Total	**21 354 689**	**19 530 246**

Note F - Capital

La répartition du capital par État membre au 30 juin 2016 et au 31 décembre 2015 est présentée ci-dessous.

En milliers d'euros

Membres	Capital souscrit	Capital non appelé	Capital appelé	Pourcentage du capital souscrit
Allemagne	915 770	814 114	101 656	16,735%
France	915 770	814 114	101 656	16,735%
Italie	915 770	814 114	101 656	16,735%
Espagne	597 257	530 958	66 299	10,914%
Turquie	388 299	345 197	43 102	7,096%
Pays-Bas	198 813	176 743	22 070	3,633%
Belgique	164 321	146 083	18 238	3,003%
Grèce	164 321	146 083	18 238	3,003%
Portugal	139 172	123 724	15 448	2,543%
Suède	139 172	123 724	15 448	2,543%
Pologne	128 260	114 023	14 237	2,344%
Danemark	89 667	79 712	9 955	1,639%
Finlande	69 786	62 039	7 747	1,275%
Norvège	69 786	62 039	7 747	1,275%
Bulgarie	62 459	55 526	6 933	1,141%
Roumanie	59 914	53 264	6 650	1,095%
Suisse	53 824	43 229	10 595	0,984%
Irlande	48 310	42 948	5 362	0,883%
Hongrie	44 788	39 816	4 972	0,818%
République tchèque	43 037	38 260	4 777	0,786%
Luxembourg	34 734	30 878	3 856	0,635%
Serbie	25 841	22 973	2 868	0,472%
Croatie	21 376	19 003	2 373	0,391%
Chypre	19 882	17 676	2 206	0,363%
République slovaque	18 959	16 854	2 105	0,346%
Albanie	13 385	11 899	1 486	0,245%
Lettonie	12 808	11 387	1 421	0,234%
Estonie	12 723	11 311	1 412	0,233%
"l'ex-République yougoslave de Macédoine"	12 723	11 311	1 412	0,233%
Lituanie	12 588	11 191	1 397	0,230%
Slovénie	12 295	10 930	1 365	0,225%
Islande	10 144	9 018	1 126	0,185%
Malte	10 144	9 018	1 126	0,185%
Géorgie	9 876	8 780	1 096	0,180%
Bosnie-Herzégovine	9 689	8 614	1 075	0,177%
Monténégro	6 584	5 853	731	0,120%
Kosovo	6 559	5 831	728	0,120%
Moldova (République de)	5 488	4 878	610	0,100%
Saint-Marin	4 867	4 206	661	0,089%
Liechtenstein	2 921	2 374	547	0,053%
Saint-Siège	137	107	30	0,003%
Total	**5 472 219**	**4 859 802**	**612 417**	**100,000%**

En 2013, suite à l'adhésion du Kosovo à la Banque, le capital souscrit a augmenté de € 6 559 milliers. Le capital appelé de Kosovo (€ 728 milliers) et sa contribution dans les réserves (€ 2 138 milliers) sont à régler en quatre versements annuels égaux. La dernière échéance de € 716,5 milliers (€ 182,0 milliers en capital et € 534,5 milliers en réserves) est attendue en décembre 2016.

Note G - Marge d'intérêts

Les produits et les charges sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif (intérêts, commissions et frais).

La variation de valeur des instruments financiers, calculée hors intérêts courus, est comptabilisée en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les produits et les charges d'intérêts des dérivés de couverture de juste valeur sont présentés avec les produits et charges des éléments dont ils contribuent à la couverture des risques.

En milliers d'euros

	2016			2015		
Premier semestre	**Produits**	**Charges**	**Net**	**Produits**	**Charges**	**Net**
Actifs financiers disponibles à la vente						
Opérations sur titres	18 333	(511)	17 822	22 070		22 070
Dérivés de couverture	5 681	(21 828)	(16 147)	8 214	(23 656)	(15 442)
Sous-total	**24 014**	**(22 339)**	**1 675**	**30 284**	**(23 656)**	**6 628**
Créances sur les établissements de crédit et la clientèle						
Prêts (à l'exclusion de l'interbancaire)	77 825		77 825	87 080		87 080
Dérivés de couverture	11 147	(62 762)	(51 615)	16 074	(63 622)	(47 548)
Autres créances	2 078	(5 253)	(3 175)	622	(1 822)	(1 200)
Sous-total	**91 050**	**(68 015)**	**23 035**	**103 776**	**(65 444)**	**38 332**
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance						
Opérations sur titres	43 325		43 325	46 661		46 661
Sous-total	**43 325**		**43 325**	**46 661**		**46 661**
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle						
Emprunts		(13)	(13)		(89)	(89)
Comptes rémunérés	2 376	(127)	2 249	762	(122)	640
Sous-total	**2 376**	**(140)**	**2 236**	**762**	**(211)**	**551**
Dettes représentées par un titre						
Émissions		(184 355)	(184 355)		(237 123)	(237 123)
Dérivés de couverture	204 271	(7 980)	196 291	248 682	(17 445)	231 237
Sous-total	**204 271**	**(192 335)**	**11 936**	**248 682**	**(254 568)**	**(5 886)**
Autres intérêts et charges assimilées		(2 247)	(2 247)		(1 782)	(1 782)
Marge d'intérêts	**365 036**	**(285 076)**	**79 960**	**430 165**	**(345 661)**	**84 504**